



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 53 – 2 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DE
L'OUEST :
LE COTON
OUEST-AFRICAIN
REPREND DU
VOLUME

AFRIQUE DU SUD :
JOHANNESBURG, VILLE
LA PLUS VISITEE DU
CONTINENT AFRICAIN

BURKINA FASO :
LANCEMENT DU
PROGRAMME D'APPUI
AU DEVELOPPEMENT
DES ECONOMIES
LOCALES

NIGERIA :
FINANCEMENT DU
DEVELOPPEMENT
URBAIN ET DE LA
GESTION DES DECHETS
A LAGOS

SIERRA LEONE :
L'EAIF ACCORDE UN
PRET DE 25 M USD
POUR LE
DEVELOPPEMENT
D'UNE CENTRALE
ELECTRIQUE

SENEGAL :
LA BEI FINANCE POUR
49 Mds FCFA LE
DEVELOPPEMENT DU
RESEAU ELECTRIQUE

KENYA :
M-SHWARI, A
L'ORIGINE DES BONNES
PERFORMANCES DE LA
COMMERCIAL BANK OF
AFRICA ET BIENTOT EN
COTE D'IVOIRE

MAURICE :
SETEC SIGNE UN
CONTRAT D'ETUDES
TECHNIQUES POUR UN
PROJET DE SMART CITY

CONGO :
LA CEEAC ENTEND
ADOPTER DES PROJETS
DE TEXTES
REGLEMENTAIRES SUR
LA CYBERCRIMINALITE



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique du Sud : Johannesburg, ville la plus visitée du continent africain

Avec plus de 3,6 millions de visiteurs internationaux (+6,2 % par rapport à 2015), Johannesburg est pour la 4^{ème} année consécutive la ville la plus attractive du continent africain d'après le *Global Destinations Cities Index 2016*. Selon la municipalité, cet index réaffirme le leadership de « la ville d'or » comme capitale économique et culturelle du continent. Il révèle aussi que 75,6 % des visiteurs s'y sont déplacés pour les loisirs alors que 24,4 % y ont effectué un voyage d'affaires. Parmi les 13 villes africaines du classement, l'Afrique du Sud est bien représentée, avec la ville du Cap en 3^{ème} position (1,4 millions de visiteurs) et Durban en 5^{ème} position (831 000 visiteurs).

✉ marine.abondance@businessfrance.fr

▼ UEMOA : initiatives en faveur du financement des PME

La BCEAO a organisé à Abidjan le 23 novembre 2016 un séminaire régional pour sensibiliser les établissements de crédit de la zone au dispositif de soutien au financement des PME/PMI dans les Etats membres de l'UEMOA. Dans le cadre de ce nouveau dispositif, le rôle de la Banque centrale est d'adopter des mesures agissant sur les conditions d'offre de financement. Il s'agit en particulier d'assouplir les conditions de refinancement des créances portées par les établissements de crédit. Le dispositif prévoit également la mise en place de structures d'appui et d'encadrement des PME. La BCEAO s'est engagée à soutenir significativement les banques, en leur fournissant la liquidité dont elles ont besoin pour prêter massivement aux PME/PMI.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Atlantic Business International conclut une convention de 30 M USD avec African Guarantee Fund

Atlantic Business International (ABI), le holding commun à la Banque centrale populaire (BCP) marocaine et à l'*Atlantic Financial Group* (AFG) ivoirien, a conclu avec l'*African Guarantee Fund* (AGF) une convention de 30 M USD pour soutenir les PME ouest-africaines. Cet accord permet à ABI de faire passer de 15 à 30 M USD la garantie apportée par AGF aux PME de la région, via un partage mutuel de risques. Le total de bilan d'ABI se chiffrait à 4,2 Mds USD en 2015. Environ 1 300 PME, dont 85 % dirigées par des jeunes, ont bénéficié des produits de la structure AGF.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ CEEAC : la CEEAC entend adopter des projets de textes réglementaires sur la cybercriminalité

Cinq projets de textes communautaires destinés à réglementer l'usage de l'internet en Afrique centrale ont été soumis pour adoption au conseil des ministres des Télécommunications et des TIC de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le 24 novembre à Brazzaville. L'acte d'adoption de ces projets de texte, baptisé "La déclaration de Brazzaville", devrait permettre entre autres de renforcer la confiance dans les transactions électroniques et encourager la dématérialisation des formalités et des procédures. L'élaboration de ces projets s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'harmonisation des politiques des TIC en Afrique sub-saharienne que finance l'Union européenne.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : résilience du secteur bancaire en dépit de son exposition à la montée des risques

La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire (10 % du PIB), l'ensemble des indicateurs de performances étant largement au-dessus des seuils réglementaires et en amélioration. Cependant, reflet de la faiblesse de l'activité, l'activité de crédit est en perte de vitesse depuis le pic de janvier 2016 (+12,9 % en g.a) et n'était que +6,2 % en moyenne aux mois de juillet et août (+9,7 % en 2015). Pour autant, si les tests de résistance indiquent que le secteur est capable de supporter d'importantes pertes financières dans des hypothèses de crise marquée, il reste toutefois fortement exposé à l'adversité de l'environnement international et aux difficultés propres à l'économie sud-africaine.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le taux de chômage à son maximum historique au T3 2016

Au T3 2016, le taux de chômage a légèrement progressé, s'établissant à 27,1 % de la population active (26,6 % au T2), soit 5,9 millions de personnes sans emploi. Il s'agit ainsi du niveau le plus élevé depuis les nouvelles séries de l'office national des statistiques adoptées en 2008. En tenant compte des travailleurs découragés, estimés à 2,3 millions de personnes, le chômage au sens large atteindrait désormais 37,6 % au T3 (38,5 % au T2). De façon préoccupante, le chômage continue d'affecter fortement les 15-24 ans (54,2 % au T3, en hausse de +4,3 points par rapport au T3 2015) et reste très marqué sur les plans ethnique et géographique.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : hausse modeste de la croissance au 3^{ème} trimestre

Le PIB a modestement accéléré à +3,7 % en g.a au T3, après +3,4 % au T2 et +5 % au T1. Il s'agit d'un rythme de croissance bien inférieur à celui de l'an passé (+6,6 %), pourtant déjà à son plus bas niveau depuis 2009. En effet, l'économie pâtit des conséquences de la sécheresse sur le secteur agricole, du ralentissement des flux entrants d'IDE, du ralentissement économique des grands partenaires économiques du Mozambique, de la baisse des cours des principales matières premières exportées mais aussi d'un *policy-mix* restrictif suite à la révélation de dettes cachées et dans le contexte d'une inflation élevée.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : production céréalière en hausse de 11 %

La production de céréales au Mali a augmenté de 11 % par rapport à la campagne 2015-2016, avec une récolte de céréales de 8,96 millions de tonnes. Selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, les céréales ayant enregistré les plus fortes hausses sont le riz (+17 %), le blé-l'orge (+11 %) et le maïs (+10 %). La production du sorgho et du mil augmentent respectivement de +7 % et de +3 %. Celle du Fonio enregistre par contre une forte baisse (-39 %). Cette bonne performance globale s'expliquerait par une bonne pluviométrie, une augmentation de la superficie cultivée et le recours accru aux machines et intrants.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : budget 2017 constant par rapport à 2016, à 2,8 Mds EUR

La loi de finances pour l'exercice budgétaire 2017 a été adoptée par l'Assemblée nationale nigérienne le 24 novembre. Le budget atteint 1 810 Mds FCFA (2,8 Mds EUR), soit une hausse de 0,13 % par rapport à 2016. Il sera couvert à 59 % par des ressources internes (1 631,3 M EUR), à 34 % par les recettes externes (937 M EUR) et à 6,9 % par les titres des obligations du Trésor (190,6 M EUR). Plus de la moitié du budget (1 540 M EUR, 56 %) est destinée aux investissements, 14,5 % aux dépenses de personnel (399 M EUR), 12 % aux subventions et transferts courants (335 M EUR), 10,4 % au service de la dette (287 M EUR) et 7,2 % aux dépenses de biens et service (198 M EUR).

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Sénégal : augmentation de 11,2 % de la loi de finances 2017

Le projet de loi de finances pour 2017, en hausse de 11,2 %, atteint un montant total de 3 360 Mds FCFA (5,12 Mds EUR). Il se base sur une hypothèse de croissance économique de 6,8 % portée par l'agriculture et une maîtrise de la facture pétrolière rendant plus dynamique le secteur secondaire. Ce projet prévoit 3,18 Mds EUR de recettes budgétaires, constituées à 95 % de recettes fiscales (pression fiscale de 20,9 %). L'investissement public augmente de 17,2 % par rapport à 2016, atteignant 1,6 Mds EUR. Il sera financé à 64 % par les ressources internes (58 % en 2016). 60 % des investissements sont concentrés sur les infrastructures et les services de transport (289,7 M EUR) et d'énergie (141,8 M EUR). Le déficit budgétaire est attendu à 3,7 %.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : augmentation de 19,5 % des recettes du budget 2016

Le Parlement a adopté le 24 novembre la loi de finances rectificative 2016. Le budget 2016 s'élève à 1 155 Mds FCFA (1,76 Mds EUR), soit une hausse de 19,5 % par rapport à la loi initiale. Cette modification a été adoptée pour prendre en compte les ressources levées via l'émission obligataire islamique *sukuk* lancée au cours de l'été dernier. Ces ressources additionnelles sont majoritairement affectées aux dépenses d'investissements (+53,4 Mds FCFA, à 81,4 M EUR) et celles liées aux services de la dette (+ 67 Mds FCFA). Globalement, les dépenses augmentent de 14,8 %.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : suspension des interdictions de mise en consommation par voie terrestre de certains produits

Le directeur général de la douane béninoise a adressé le 25 novembre une nouvelle note de service portant suspension de l'interdiction temporaire de mise en consommation de certains produits par voie terrestre, notamment les pâtes alimentaires, la farine de blé, le riz, les huiles végétales, les viandes et abats congelés, le lait, les boissons alcoolisées. La mesure d'interdiction avait été prise dans le contexte de la chute du Naira où de nombreux produits nigériens arrivaient sur le marché béninois à des prix plus compétitifs que les produits locaux.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : contraction du PIB de 2,2 % au 3^{ème} trimestre

La dernière publication du NBS indique que la croissance de l'économie nigériane a été négative au troisième trimestre 2016, atteignant -2,2 % en glissement annuel (après -2,1 % au T2 2016). La croissance du secteur pétrolier s'est contractée de 22 % au T3 2016, contre -17,5 % le trimestre précédent. D'après les chiffres du NBS, ce secteur a contribué à 8,2 % du PIB au T3 2016, contre 10,3 % au T3 2015. En revanche, la croissance de l'économie non-pétrolière s'est accrue marginalement, atteignant 0,03 %. Parmi les chiffres encourageants, figurent l'agriculture avec une croissance de 4,5 % en g.a, et la banque et l'assurance à 2,6 % (contre -10,8 % au précédent trimestre).

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le comité de politique monétaire abaisse le taux directeur de la Banque du Ghana

Après l'avoir maintenu à 26 % depuis novembre 2015, le comité de politique monétaire a abaissé le taux directeur de la Banque du Ghana à 25,5 % pour la première fois depuis juillet 2011. Ce léger assouplissement de la politique monétaire ghanéenne intervient dans un contexte marqué par un recul de l'inflation, à son niveau le plus faible depuis 2014 (15,8 % en octobre 2016 contre 17,2 % en septembre), et la stabilisation du cedi sur le marché des changes (-4,3 % face au dollar américain depuis le début de l'année). La communauté d'affaires avait appelé à une réduction du taux directeur ces derniers mois, en raison de l'envolée des taux bancaires, estimés en moyenne à 33 % en août 2016 (contre 28,2 % en janvier).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la dette publique atteignait 112,4 Mds GHC (25,8 Mds EUR) en septembre 2016

Selon une étude de la Banque du Ghana, la dette publique atteignait 112,4 Mds GHC (25,8 Mds EUR) en septembre 2016, contre 109,3 Mds GHC (25 Mds EUR) en août et 106,2 Mds GHC (24,3 Mds EUR) en juillet. La dette publique atteint désormais 67,4 % du PIB, ratio supérieur à l'objectif fixé par le FMI (66 % du PIB) pour la fin de l'année.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : mission du FMI au titre de l'Article IV

Une mission du FMI au titre de l'Article IV s'est rendue à Djibouti du 6 au 19 novembre. Il en ressort que si la croissance reste vigoureuse (6,5 % en 2016, 7 % prévu pour les trois prochaines années), le risque principal reste le surendettement de l'Etat. La dette publique est en effet passée de 50 % à 85 % du PIB en 2 ans et les premiers remboursements de prêts sont attendus pour 2018. Le FMI propose de formuler une assistance technique sur la politique fiscale et budgétaire à moyen terme ainsi que de réduire le rythme de recours à de l'endettement. Les autorités souhaitent désormais développer une stratégie de gestion globale de la dette, ainsi que bénéficier des conseils du FMI sans toutefois envisager de recours à un programme.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : maintien du taux d'intérêt directeur à 10 %

Le taux directeur de la Banque centrale est resté inchangé à 10 %. L'inflation annuelle est en octobre à 6,5 %, un rythme se situant dans la zone de confort pour la Banque centrale, alors que le shilling s'est marginalement déprécié, atteignant 102 KES/USD. La croissance annuelle du crédit à l'économie n'a été que de 4,8 % en septembre contre 20,6 % en septembre 2015 ; elle se situe donc à un plus bas décennal. Toutefois, cette très forte décélération du crédit à l'économie est le fruit de facteurs non-monétaires et relève plutôt du cycle électoral. Enfin, le manque de données permettant de mesurer les effets de la loi sur le plafonnement des taux sur le secteur bancaire a motivé la décision de statu quo de la banque centrale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Soudan : possible refroidissement des relations avec la Chine

Le contrat de la concession pétrolière 2B, dans le sud du Soudan, du consortium *Greater Nile Co.*, appartenant à China Petroleum, Petronas (Brésil), ONGC (Inde) et au Soudan, à hauteur respectivement de 40, 30, 25 et 5 % du capital, n'a pas été renouvelé par les autorités soudanaises. Par ailleurs la Chine serait revenue sur son accord de principe d'accepter la monnaie chinoise comme devise d'échange avec le Soudan, privilégiant l'utilisation du dollar, et souhaiterait des paiements sur sa créance soudanaise.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : rétrogradation de la notation par Moody's

L'agence de notation Moody's a abaissé la note de l'Ouganda de B2 « négatif » à B1 « stable », au regard de l'évolution de la dette souveraine du pays. Selon l'agence de notation, le niveau de la dette publique a augmenté de 9 points pour atteindre 33 % du PIB au cours des quatre dernières années et devrait continuer à augmenter jusqu'à 45 % du PIB d'ici 2020. Le service de la dette devrait consommer 16 % des recettes budgétaires d'ici 2018, dépassant de loin la médiane pour les pays notés B de 8 %. Toujours selon l'agence, le fardeau de la dette ougandaise a augmenté plus rapidement que les ressources propres du gouvernement, entraînant un ratio dette / recettes de 236 %, l'un des plus élevés parmi les souverains B.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque centrale maintient sa politique monétaire inchangée

Le comité de politique monétaire a décidé de maintenir : 1) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; 2) le taux directeur à 14 % ; 3) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb ; 4) le ratio de liquidité à 30 %. Pour rappel, la banque centrale avait augmenté en juillet son taux directeur de 200 points de base à 14 %. Cette décision intervient dans un contexte marqué par un recul de la croissance pour le 3^{ème} trimestre consécutif et des pressions inflationnistes croissantes, avec un pic atteint en octobre à 18,3 % en g.a.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : un nouveau Code minier en examen au Sénat

Ce nouveau code, attendu depuis plusieurs années devrait permettre la régulation du secteur, afin de permettre la transparence dans l'exploitation minière. Il devrait également assurer la sécurité juridique des potentiels investisseurs miniers au Cameroun, amorcer la transition de l'artisanat minier vers le secteur formel et permettre une exploitation minière artisanale semi-mécanisée. Le précédent code élaboré en 2001 et révisé en 2010, n'a pas permis de relever la contribution négligeable du secteur minier au PIB camerounais.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : Unicongo déplore les contrôles abusifs que subissent les entreprises**

Le président de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo) a, lors de l'Assemblée générale ordinaire tenue le 24 novembre à Brazzaville, déploré les contrôles abusifs non réglementés auxquels sont confrontées les entreprises privées au Congo. Unicongo regrette ainsi que l'impact attendu des investissements réalisés par le gouvernement congolais, en matière d'infrastructures, soit annihilé par des lourdeurs administratives, à l'instar du Guichet unique des opérations transfrontalières (GUOT), mal perçu par les investisseurs. La réduction des activités a entraîné une baisse générale du chiffre d'affaires des entreprises allant, selon les secteurs, de -22% à -61% au 3ème trimestre 2016 par rapport au 1er trimestre 2016.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Burkina Faso : la coopération italienne présente son programme 2016-2018**

Le bureau de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) à Ouagadougou a organisé la 1^{ère} édition des Journées de la coopération et présenté son nouveau programme de coopération 2016-2018. La coopération italienne financera des projets pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans le Centre-Nord, l'appui au recensement de la population, le soutien au Plan national de prévention de la malnutrition chronique, le renforcement de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes dans le Centre-Est. Elle souhaite aussi conduire un projet d'insertion et de stabilisation socio-économique des jeunes et des femmes dans la province du Seno (région du Sahel).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : l'entreprise chinoise CRBC va réhabiliter des routes**

Le marché de réhabilitation de la route nationale Coyah-Mamou-Dabola (350 kms), d'un montant de 417 M USD, a été attribué à l'entreprise chinoise CRBC. La signature de ce contrat entre le gouvernement guinéen et l'entreprise chinoise est intervenue lors du dernier voyage présidentiel en Chine. Pour mémoire, le gouvernement guinéen a adopté en novembre 2016 un programme d'urgence d'entretien des routes du pays. Ce programme est doté d'un budget de 700 Mds de GNF, soit environ 700 M EUR.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : le gouvernement américain appuie le secteur agricole**

La Guinée vient d'être déclarée éligible à l'initiative *Feed the future* lancée en 2010 par le gouvernement américain, via son agence pour le développement international (USAID), pour promouvoir l'autosuffisance alimentaire dans le monde. Le programme guinéen sera mis en œuvre au cours des cinq prochaines années. Il est doté d'un financement de 30 M USD. Ce projet vise trois objectifs : (i) assurer une croissance économique inclusive et durable tirée par l'agriculture, (ii) renforcer la résilience des populations et des systèmes de production et (iii) assurer une meilleure alimentation de la population.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : l'Etat lance un emprunt obligataire de 35 Mds FCFA sur le marché régional de l'UMOA**

La maturité de cette émission obligataire de 35 Mds FCFA (53,4 M EUR) est de deux ans. La date de dépôt des soumissions est fixée au 6 décembre 2016. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : extension du port autonome de Nouakchott réalisée par la Chine**

Le ministre de l'Équipement et des Transports, Ahmed Salem Ould Abdel Raouf et Wu Dung, ambassadeur de Chine en Mauritanie, ont signé le 23 novembre dernier une convention portant sur l'extension du port autonome de Nouakchott. Outre les travaux de renforcement de la capacité du port, il est prévu la construction d'une barrière de protection contre les impacts environnementaux, le dégagement de la houle ainsi que l'évacuation des déchets des navires du quai.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : lancement du Programme d'appui au développement des économies locales**

Le Président du Burkina Faso a procédé au lancement officiel du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) à Dori au nord-est du pays. D'un coût global de 339 Mds FCFA (516,8 M EUR) et financé à hauteur de 55 % par les partenaires financiers du pays, ce programme ambitionne d'être le relais du PNDES (Plan national de développement économique et social) à l'échelle locale. Le PADEL a pour objectif de combattre l'extrême pauvreté au Burkina Faso et d'accélérer le développement local.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : l'AFD et l'UE étudient l'amélioration de l'offre d'électricité dans la ville d'Agadez**

L'AFD et l'UE ont lancé une mission d'expertise pour évaluer la possibilité de réaliser une centrale hybride photovoltaïque/diesel d'une puissance de 11,2 MW (partie thermique de 5,6 MW, partie photovoltaïque de même puissance) dans la ville d'Agadez à 900 km au nord-est de Niamey, projet dont ils seront les deux partenaires principaux. L'objectif est de répondre aux déficits d'électricité récurrents dans cette région, lesquels s'aggravent en raison de la surpopulation due aux flux migratoires. Les conclusions de cette étude seront données en mars 2017.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Niger : la BOAD envisage un financement de 41 M EUR pour la réhabilitation de routes et l'électrification rurale**

Le président de la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) a annoncé lors d'une visite au Niger deux futurs projets envisagés par son institution dans le pays, pour un montant total de 41 M EUR. L'un des projets porte sur le secteur des transports (réhabilitation de routes) et l'autre sur celui de l'énergie. Concernant le premier, les tronçons choisis sont des routes d'approvisionnement situées sur les zones d'échanges transfrontaliers entre le Niger, le Nigeria et le Bénin. Le projet relatif à l'énergie porte sur l'électrification rurale de 45 localités à partir de sources d'énergie renouvelable, notamment photovoltaïque. Ces projets seront soumis au conseil d'administration de la BOAD.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Nigéria : financement du développement urbain et de la gestion des déchets à Lagos

Le projet Eko-UP, mis en œuvre par l'Etat de Lagos, est financé par l'AFD pour un montant de 100 M USD. Il permettra de (i) construire ou rénover des infrastructures urbaines (routes, système de drainage, écoles, centres de santé...), (ii) améliorer la gestion des déchets par la construction d'un centre d'enfouissement et de centres de dépôts des déchets et (iii) renforcer les capacités de l'Etat de Lagos dans le secteur. Une mission de supervision a permis des concertations sur les aspects environnementaux et sociaux du projet, notamment ceux relatifs aux déplacements de population. Des études détaillées seront menées au 1^{er} semestre 2017 par des bureaux d'étude recrutés sur la base d'appels d'offres internationaux.

✉ eugenel@afd.fr

▼ Nigéria : accord pour un projet de route en ciment à 11,5 Mds NGN entre le gouvernement et Dangote

La construction de cette route en ciment devrait débuter prochainement sur l'axe Obajana-Kabba, d'une longueur de 42,5 km dans l'Etat de Kogi, suite à la signature d'un contrat d'un montant de 11,5 Mds NGN (38 M USD, à 305 NGN / 1 USD) entre le gouvernement fédéral et le groupe Dangote. Le goudronnage sera effectué par la société de construction AG Dangote. Acteur majeur dans la construction et notamment dans l'industrie du ciment, *Dangote Cement* a déclaré un chiffre d'affaires de 442,1 Mds NGN (1,4 Mds USD) au troisième trimestre, selon The Guardian.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : une ligne de crédit 83 M USD de la Banque africaine de développement en faveur du développement urbain de la ville d'Accra

S'inscrivant dans le plan de développement urbain d'Accra, ce prêt permettra de financer la construction de l'échangeur de Pokuase, destiné à décongestionner ce secteur de la ville. Le coût du projet atteignant 94 M USD, le gouvernement ghanéen apportera les 11 M USD restant.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'Allemagne accorde un prêt de 40,8 M EUR

Le Ghana a signé un prêt de 40,82 M EUR avec le gouvernement allemand, afin de financer 3 projets : 1) 22,8 M EUR seront consacrés à la construction d'une centrale solaire de 12 MW dans la région Upper West ; 2) 13 M EUR aideront à l'amélioration des performances du Ghana Audit Service ; 3) enfin, 5 M EUR iront à la *Ghana Revenue Authority*, pour l'établissement d'un centre de formation. Après le Japon, l'Allemagne est devenue ainsi le deuxième pays à accorder de nouveaux prêts souverains au Ghana.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : prêt de 25 M USD de l'EAIF pour le développement d'une centrale électrique**

Coentreprise créée par TCQ Power et Globeleq en Sierra Leone, CECA SL bénéficiera d'un prêt de 25 M USD de l'*Emerging Africa Infrastructure Fund* (EAIF) pour la construction d'une centrale électrique au fioul d'une capacité de 57 MW à Freetown. Le montant total du projet atteint 148 M USD pour lequel l'EAIF intervient en tant que chef de file aux côtés de la Société financière internationale (SFI). Parmi les autres partenaires financiers figurent la Banque mondiale, qui a fourni une garantie pour le projet, la banque de développement néerlandaise (FMO) et la Banque africaine de développement. La Sierra Leone a l'un des plus bas niveaux d'électrification au monde, 10 % seulement de sa population ayant accès au réseau électrique.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : financement chinois de 13,6 M EUR pour la création d'une académie ferroviaire**

Lors de la visite du vice-président chinois en Ethiopie le 19 novembre, un accord de financement de 13,6 M EUR (100 M RMB) a été signé entre les deux gouvernements pour la construction d'une académie ferroviaire. Cette académie transformera l'institut ferroviaire éthiopien fondé il y a 5 ans et aura vocation à former les personnels éthiopiens pour la ligne Addis-Abeba – Djibouti, puis d'intégrer des élèves d'autres pays africains, afin de lui conférer un rayonnement continental. L'Ethiopie compte environ 250 investisseurs chinois, présents dans les secteurs du textile, de la communication, ainsi que dans les industries automobile et agro-alimentaire.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : une assistance de 2,8 M EUR de l'Italie en faveur du secteur du cuir**

L'Italie a accordé un financement de 2,8 M EUR pour la phase 2 du projet d'assistance technique pour la modernisation de l'industrie du cuir et des produits en cuir en Ethiopie, une initiative menée par l'ONUDI (Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel). Ce projet de renforcement des capacités des PME vise à augmenter leur production tout en améliorant la qualité de leurs produits, afin d'atteindre les standards internationaux. Sur le plan macroéconomique, il permettra de renforcer la contribution des PME à l'activité et d'accroître les exportations de cuir du pays. Ce nouveau financement porte la contribution de la coopération italienne au secteur du cuir à 16,3 M EUR.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : l'ingénierie coréenne retenue pour la conception de plusieurs ouvrages d'art routiers**

Dans le cadre du lancement d'un important programme de décongestion routière, annoncé récemment par le ministre des infrastructures publiques et portant sur un montant total de l'ordre d'1 Md EUR, un contrat d'études a été attribué à la *Korean Expressway Corporation* (KEC) pour la conception et le suivi des travaux de plusieurs ouvrages d'art. Les prestations du consultant coréen comprendront principalement la conception d'un échangeur (Jumbo/Phoenix/Dowlut) et d'un pont autoroutier (Coromandel/Sorrèze). Les premiers appels d'offres devraient être lancés au 2^{ème} trimestre 2017, pour un début des travaux annoncé fin 2017.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le groupe d'ingénierie SETEC signe un contrat d'études techniques pour un projet de *Smart City***

Le groupe d'ingénierie français SETEC, spécialisé dans la maîtrise d'œuvre, vient de signer un contrat portant sur les études techniques du projet *Smart City Cap Tamarin*, porté par le groupe privé mauricien *Trimetys* (immobilier, hôtellerie, agroalimentaire, loisirs/éducation, etc.) : il s'agit du développement d'une zone urbaine intégrée de 40 ha (sud-ouest de l'île) comprenant la construction de 1 200 logements. Le coût global du projet, qui devrait s'étendre jusqu'en 2020, est estimé à 300 M EUR. Par ailleurs, SETEC a été retenu, suite à des adjudications conduites par la *Central Water Authority*, pour les études de réhabilitation de deux usines de traitement d'eau potable.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : un tunnel pour éteindre la soif de Nairobi**

D'ici à 2018, un aqueduc souterrain de 11,4 km de long et 3,2 m de diamètre devrait approvisionner la capitale kenyane en eau potable. Le but d'une telle infrastructure est de capter les eaux de crue de trois rivières pour accroître l'approvisionnement de Nairobi en eau potable. L'aqueduc, construit par le groupe chinois CGGC (*China Gezhouba Group Company*), est en effet conçu pour récolter les eaux de crue pendant les saisons de pluie grâce à un système de débordement, à hauteur de 40 % maximum, et les transporter jusqu'au barrage de Thika, la première source d'alimentation de la capitale. 140 000 de mètres cubes d'eau supplémentaires seront ainsi disponibles chaque jour dans la capitale.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Cameroun : 20 Mds FCFA de la BDEAC pour la construction de la route Mintom –frontière du Congo-Brazzaville**

La construction du tronçon Mintom frontière du Congo-Brazzaville constitue la deuxième phase du projet d'aménagement d'un linéaire reliant Ketta (Congo) à Djoum (Cameroun) long de 504,5 km dont le financement total est estimé à 248,2 Mds FCFA. Outre la BDEAC, la BAD devrait apporter 120,8 Mds FCFA, la coopération japonaise 58,4 Mds FCFA, le Cameroun 10,2 Mds FCFA et le Congo 39,4 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique de l'ouest : le coton ouest-africain reprend du volume

La récolte de coton en Afrique de l'Ouest s'annonce exceptionnelle. Dans la région, les volumes devraient augmenter de 14 %, pour atteindre 1,1 million de tonnes de fibres, selon le Comité consultatif international du coton. La progression est plus forte encore chez les deux principaux producteurs du continent, le Burkina Faso et le Mali, pour qui l'or blanc représente l'une des premières sources d'entrée de devises : ils s'attendent respectivement à un bond de 29 % et de 25 % de leurs volumes (314 000 t et 270 000 t de coton-fibre). Mais cette hausse spectaculaire représente en fait un rattrapage après une année 2015-2016 catastrophique pour la région, où seuls la Guinée et le Niger n'ont pas vu leur production chuter.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique du Sud : lancement du *South African Land Observatory*

Le Centre d'Excellence GovInn (Innovation en matière de gouvernance) de l'Université de Pretoria et du CIRAD a lancé le 24 novembre avec le soutien de la coopération flamande le premier observatoire sur le foncier agricole en Afrique du Sud. L'objectif de cette plateforme est de réunir et diffuser l'ensemble des informations et des données disponibles sur le foncier agricole en Afrique du Sud et de contribuer au débat sur la propriété foncière et l'usage des terres en Afrique du Sud.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : publication de la réglementation protégeant les IG alimentaires européennes

En application de l'accord de partenariat économique (APE), le département du Commerce et de l'Industrie a publié la décision finale permettant de protéger l'utilisation de 110 indications géographiques (IG) alimentaires européennes en Afrique du Sud, dont 13 françaises. La voie réglementaire choisie par les autorités sud-africaines pour conférer cette protection s'appuie sur l'article 15 du *Merchandise Marks Act* qui autorise le ministre à interdire l'utilisation d'une marque ou d'un nom par simple arrêté. La décision interdit ainsi l'utilisation des IG alimentaires de l'UE figurant dans la liste, sauf si le produit répond aux spécifications définies dans la réglementation communautaire.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le programme de recensement général de l'agriculture publie ses résultats définitifs

Lancé en 2012, avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le programme de recensement général de l'agriculture en République du Congo a publié ses résultats définitifs le 29 novembre. Il en ressort que sur 1 495 631 personnes recensées (34 % de la population), 514 358 personnes réalisent une activité agricole, dont 54 % de femmes et 45 % d'hommes. Leurs principales activités seraient l'arboriculture fruitière, l'aviculture, l'activité forestière et la pêche. Le dernier recensement agricole en République du Congo remonte à 1985.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : la Banque africaine de Développement apporte une aide alimentaire d'urgence**

La Banque Africaine de Développement va apporter une aide budgétaire de 17 M USD pour répondre à la crise alimentaire à laquelle fait face le Malawi en raison de la sécheresse. Ces fonds contribueront au plan d'aide d'urgence du gouvernement en permettant l'achat et la distribution de 36 000 t de maïs pour les populations les plus vulnérables. L'intervention devrait permettre de venir en aide à 700 000 personnes. Le pays fait face à un déficit de maïs de l'ordre de 769 000 t en raison de la sécheresse et l'on estime que 37 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire, soit 6,5 millions de personnes.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Afrique du Sud : publication du scénario de base de l'IRP 2016 (Plan de ressources intégrées) prévoyant l'ajout de 129 GW à l'horizon 2050**

Si le gaz et les énergies renouvelables constituent la plus grande partie de la nouvelle capacité installée, le charbon et le nucléaire contribueront le plus, en volume, à l'approvisionnement en électricité. A très long terme, la place du nucléaire est confirmée (30 % du mix énergétique en 2050 contre 5 % aujourd'hui) mais avec un décalage dans le temps de 15 ans (entrée des 1^{ères} capacités additionnelles à partir de 2037 au lieu de 2023 dans le précédent IRP). Deux autres scénarios alternatifs sont également présentés : le 1^{er} propose le démarrage d'une 1^{ère} unité nucléaire dès 2026, le second vise 70 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2050.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : De Beers investit dans l'exploration de diamants**

Le géant du diamant De Beers cherche à augmenter sa production en Afrique du Sud par l'ouverture d'une nouvelle mine en plus de celles de Venetia et de Voorsped. Le Directeur General, Phillip Barton, a affirmé que sa compagnie était confiante dans le potentiel sud-africain en ressources diamantifères. Concernant la mine de Venetia déjà existante, 2 Mds EUR ont été investis dans un projet sous-terrain afin d'en extraire 100 M de carats. Commencée en 2012, il faudra attendre dix ans afin de l'exploiter au maximum. La production sera au moins équivalente à celle de la mine à ciel ouvert exploitée de 1992 à 2022. Venetia constitue le plus gros complexe d'extraction de diamants en Afrique du Sud avec 40 % de la production annuelle nationale.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ **Burkina Faso : la BID prête 28,2 M EUR pour le renforcement des réseaux électriques**

La ministre burkinabé de l'Economie, des Finances et du Développement et le Président de la Banque islamique de développement (BID) ont signé le 16 novembre à Marrakech, un accord de prêt de 18,5 Mds FCFA (28,2 M EUR) pour le financement d'un projet de renforcement des réseaux électriques du Burkina Faso. Il s'agit du 4^{ème} prêt accordé par la BID en 2016.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : vente de pétrole brut au Nigeria

La compagnie pétrolière nationale du Nigeria a annoncé que le Nigeria va se tourner vers le Niger pour approvisionner la raffinerie d'État de Kaduna. Située au nord du Nigeria, celle-ci fonctionne épisodiquement et souffre d'un défaut d'approvisionnement en brut du fait des attaques perpétrées sur les pipelines qui la relie au delta du Niger.

✉ annabelle.chartiot@diplomatie.gouv.fr

▼ Sénégal : la BEI finance pour 49 Mds FCFA le développement du réseau électrique

La Banque européenne d'investissement (BEI) va accorder un financement de 49 Mds FCFA (74,7 M EUR) pour moderniser les réseaux de distribution. Ce projet est porté par la société nationale d'électricité (SENELEC). Il devrait contribuer à la réduction des pertes sur le réseau, à l'installation de compteurs prépayés dans plusieurs zones (Dakar, Vélingara, Dabo) et au raccordement de nouveaux utilisateurs à Dakar et en Casamance. Le financement de la BEI contribuera également, à terme, à la pose de 450 000 compteurs à prépaiement, de 30 000 compteurs intelligents et d'installations privées au profit de 25 000 ménages à bas revenus.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : *Africa Petroleum* se retire de ses blocs offshore libériens

La société pétrolière et gazière, qui se concentre sur l'Afrique de l'ouest, a fait le choix de se retirer de ses deux permis de prospection, après avoir échoué à attirer de nouveaux partenaires. Les contrats de partage de la production pour les blocs LB-08 et LB-09 sont arrivés formellement à échéance en juin, et *Africa Petroleum* était en négociations avec le gouvernement pour une extension afin de chercher de nouveaux partenaires. L'entreprise a blâmé les conditions de marché difficiles, et un manque d'intérêt de l'industrie pétrolière dans le pétrole libérien.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : *PetroChina* remporte l'appel d'offres annuel pour l'approvisionnement en carburants

La société chinoise de pétrole et gaz, *PetroChina*, vient de remporter l'appel d'offres pour l'approvisionnement annuel d'1,3 million de tonnes de carburants pour l'année 2017. EPSE (*Ethiopian Petroleum Supply Enterprise*) va ainsi acheter 1 million de tonnes de gasoil et 320 000 tonnes d'essence pour un montant estimé à 1 Md USD par la presse. C'est la première fois que le chinois *PetroChina* remporte cet appel d'offres annuel, gagné par le canadien *Vitol Oil* les deux années précédentes.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : transport des dernières turbines du port de Mombasa au site du projet éolien du Lac Turkana entre mai et juin 2017

200 turbines sur les 365 nécessaires à la production des 310 MW de la centrale éolienne de Turkana ont déjà été installées au cours des six derniers mois. La centrale devrait être achevée en juin 2017 mais les retards dans l'exécution des lignes de transmission pour raccorder le projet au réseau pourraient retarder le projet. KETRACO a pris du retard après que les communautés vivant sur le tracé de la ligne ont entamé une procédure d'indemnisation, à présent résolue. Le parc éolien a signé un contrat de fourniture d'électricité avec *Kenya Power* pour une durée de vingt ans, au tarif garanti de 8,6 KES/kWh.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Kenya Power contraint d'importer des câbles car les fabricants locaux ne parviennent à répondre à la demande**

Le projet *Last Mile Connectivity*, qui vise à raccorder tous les habitants vivant à moins de 600 mètres des transformateurs, requiert plus de 24 000 km de câbles, plus de 139 000 km de conducteurs, plus d'1,2 million d'armoires à compteurs et plus d'1 million de poteaux en bois ou en béton. En juillet dernier, *Kenya Power* a délibérément souhaité favoriser les fournisseurs locaux, indiquant dans son guide de passation des marchés que 80 % de l'équipement électrique devait être d'origine locale. Selon *Kenya Power*, les fournisseurs locaux ont néanmoins produit moins de 30 % de l'équipement nécessaire, alors que l'objectif est de raccorder 70 % des ménages d'ici avril 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Union européenne annonce des mesures visant les importateurs de minerais**

Le 22 novembre 2016, un nouvel accord visant les importateurs de minerais a été annoncé par les institutions européennes. Il s'agit de contraindre ces derniers à un contrôle de leur chaîne d'approvisionnement, ils devront ainsi être en mesure d'assurer que leurs minerais ne sont pas issus de zones de conflit et que leur commerce ne viole pas les droits de l'Homme. L'accord ne vise que quatre minerais (or, étain, tungstène, tantale), présents en Afrique et notamment dans des zones dites « à haut risque », comme la République Démocratique du Congo et la région des Grands Lacs. Cela démontre une réelle volonté de l'Union européenne d'intervenir dans les zones de conflit africaines et de contrôler ses achats.

✉ Ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Industries**

▼ **Nigéria : baisse de 60 % des importations de véhicules neufs Toyota**

D'après le *Daily Trust*, les importations de véhicules neufs Toyota a chuté de plus de 60 % entre janvier et septembre 2016, et la vente au détail a baissé de 50 %, selon le directeur général de Toyota Nigeria Limited (TNL). Les prix des véhicules ont doublé en raison de la pénurie de devises. Toutefois, la société a été capable d'absorber les chocs économiques et sa part de marché a augmenté de 4 % cette année.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : baisse de l'activité de TBL Group**

Tanzania Breweries Limited Group (TBL) a présenté son rapport financier pour la période d'avril à septembre avec un chiffre d'affaires en diminution de 7 % par rapport à 2015 (à 223 M EUR). Les volumes ont suivi une tendance négative comparable (-8 %) tandis que le résultat d'exploitation a chuté de 13 %, à 60 M EUR. L'analyse des résultats de l'entreprise montre un report des ventes vers les alcools forts à bas prix. Les ventes ont également été affectées par la décision du gouvernement d'encadrer plus strictement les horaires d'ouverture des débits de boissons. TBL Group est la première société contribuant au budget de l'Etat tanzanien, avec une contribution totale de près de 200 M EUR en 2015 soit 2,9 % des recettes de l'Etat.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ **Zambie : le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé un prêt de 135 M USD pour financer un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement**

D'un coût total de 150 M USD, le programme, destiné à 12 petites villes répartis dans 4 provinces, sera mis en œuvre en 48 mois et aboutira à la création de 5000 emplois. Cette intervention devrait améliorer les conditions de santé d'1 million de résidents grâce à un accès accru en eau potable. Le reste du financement sera apporté respectivement, à hauteur de 15 M USD chacun, par le gouvernement zambien et le fonds d'investissement *Africa Growth*.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : l'appel d'offres relatif au programme gouvernemental *South Africa Connect*, a été annulé par l'Agence Nationale des Technologies de l'Information (SITA)**

Le Trésor Public avait prévu une enveloppe d'1,5 Md ZAR pour cette 1ère phase du programme, visant à connecter 6235 bureaux gouvernementaux à un internet haut débit dans 8 municipalités et impulsée en 2013. Plusieurs entreprises, à l'instar des opérateurs *Vodacom*, *Broadband Infraco* et *MTN*, avaient déjà formulé des propositions. En réponse aux interrogations de l'*Alliance Démocratique (DA)*, principal parti d'opposition, vis-à-vis de cette annulation, la *SITA* a exposé que les 6 compétiteurs n'avaient pas validé, au travers du processus d'évaluation, les prérequis techniques nécessaires pour la conduite du projet.

✉ johan.aussenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Coris Bank clôture une OPV en un temps record**

Le groupe *Coris Bank International*, qui avait lancé une offre publique de vente de 1 250 000 actions sur une période de deux semaines, a clôturé le 2 novembre l'opération en moins de six heures. Cette offre, réalisée dans le cadre d'une augmentation de 20 % du capital du 1^{er} groupe bancaire burkinabé, portait sur 36,75 Mds FCFA (56 M EUR). Elle a suscité une très forte adhésion des acheteurs, avec un carnet d'ordres de 108 Mds FCFA (164,6 M EUR), soit 291,8 % de taux de souscription. Après le succès de son introduction en Bourse, le groupe souhaite poursuivre son expansion en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal et au Bénin.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : « La finance s'engage » en faveur des PME**

La Banque africaine de développement, le cabinet *Entrepreneurial solutions partner (ESP)* et le patronat ivoirien ont organisé le 24 novembre 2016 la 1^{ère} édition du forum « La finance s'engage ». Réservé aux acteurs du système financier, le forum avait pour objectif de fixer une cible quantitative de financement des PME non contraignante. 150 acteurs (BCEAO, banques, microfinances, fonds d'investissements, ...) y ont participé. Selon une enquête réalisée par ESP dans dix villes en Côte d'Ivoire auprès d'un échantillon de 4300 entreprises, le besoin de financement des PME est estimé à 5,4 Mds EUR, soit 21 % du PIB ivoirien. Le secteur financier s'est engagé à apporter un financement global de 2 Mds EUR ces prochaines années.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 93,55 millions d'abonnés internet actifs sur les réseaux mobiles en septembre**

D'après *This Day*, le nombre d'abonnés actifs sur les services Internet pour les quatre principaux opérateurs de réseaux mobiles, à savoir Airtel, Etisalat, Globacom et MTN, a atteint 93,55 millions en septembre, selon les chiffres de la Commission nationale des communications (NCC). Cela représente une augmentation d'environ 30 000 abonnés par rapport au mois précédent. Pour rappel, ce nombre avait chuté de manière significative, passant de 97,06 M à 95,79 M entre septembre 2015 et janvier 2016, représentant ainsi une baisse de 2,24 M de clients. La répartition des abonnements Internet par opérateur pour septembre 2016 est la suivante : 35 % pour MTN, 29 % pour Globacom, 20 % pour Airtel et 16 % pour Etisalat.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : M-Shwari à l'origine des bonnes performances de la Commercial Bank of Africa et bientôt en Côte d'Ivoire**

CBA, sixième banque kenyane, a enregistré pour la période de janvier à septembre un profit net de 3,9 Mds KES (38,3 M USD), en hausse de 52,7 % par rapport à la même période en 2015. Ces bons résultats sont le fruit de la stratégie visant à augmenter le volume de crédits bancaires via l'application mobile *M-Shwari*. Alors que les revenus sur les intérêts sont en faible hausse, et devraient être affectés par la loi sur le plafonnement des taux, les revenus issus des frais d'utilisation de l'application sont en forte croissance. CBA a par ailleurs annoncé vouloir proposer, en collaboration avec MTN, le service *M-Shwari* en Côte d'Ivoire à partir du troisième trimestre 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Transports et logistique : Djibouti a le vent en poupe**

Depuis une douzaine d'années, le port de Djibouti est entré dans une nouvelle catégorie, celle des interfaces portuaires majeures du continent. Depuis 2006, les tonnages ont été multipliés par dix. L'an dernier, le port de Djibouti a établi un nouveau record : 15,5 millions de tonnes de marchandises ont transité sur ses quais, soit une hausse de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Si le port est désormais entré pleinement dans la modernité, il le doit en grande partie au terminal à conteneurs inauguré en 2009 et géré depuis par *Dubai Port World* (DP World). Symbole de ce changement d'échelle, le nombre de conteneurs réceptionnés sur place est passé de 160 000 unités en 2004 à plus de 900 000 en 2015.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Angola : le Groupe Malo Clinic ouvre une clinique dentaire à Luanda**

Le groupe portugais Malo Clinic, comptant parmi les leaders mondiaux de la médecine dentaire et présent dans 21 pays, vient d'inaugurer sa 1^{ère} clinique sur le continent africain à Luanda. Ce choix stratégique intervient en réponse à la forte demande de patients africains, particulièrement angolais, dans les cliniques portugaises. *Malo Clinic Angola* s'impose comme une clinique de référence internationale, au service des angolais mais aussi des patients en provenance des pays voisins. *Malo Clinic* a investi dans des équipements de pointe et dans la formation de son personnel médical. Un support technique, technologique et humain sera apporté aux autres cliniques de la région, Mozambique, Afrique du Sud, Namibie et Guinée Equatoriale.

✉ dorothee.pye@businessfrance.fr

▼ **Cameroun : la Société générale Cameroun (SGC) se positionne sur le marché de l'assurance santé**

La filiale camerounaise de la banque française Société générale, a lancé le 28 novembre à Yaoundé, une assurance santé grâce à une association avec l'assureur Allianz. Cette assurance serait spécialement dédiée aux fonctionnaires, représentant un marché potentiel de 400 000 personnes dont 55 000 ont un compte à la SGC. Le montant de souscription minimal se situerait à 2500 FCFA/mois, pour une couverture à 80 % dont le plafond est fixé à 500 000 FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : participation de la BADEA à la table ronde des partenaires pour le financement du PNDES

A l'occasion du 4^{ème} sommet Afrique-Monde arabe à Malabo, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a confirmé sa participation à la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020) qui se tiendra à Paris les 7 et 8 décembre prochain.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 5^{ème} édition de l'EU-Nigeria Business Forum à Lagos

Les 10 et 11 novembre dernier, s'est tenue à l'Eko Hotel de Lagos la 5^{ème} édition de l'*EU-Nigeria Business Forum*, organisée par la Délégation de l'Union européenne au Nigéria et auprès de la CEDEAO. Ce forum, regroupant près de 400 personnes, avait pour objectif de renforcer la coopération économique et commerciale entre l'UE et le Nigéria, dont le montant des échanges atteignait 29 Mds EUR en 2015 (37 % des échanges commerciaux du Nigéria). L'accent a été porté sur les bénéfices de la mise en place d'un accord de partenariat économique (APE) entre le Nigéria et l'UE. La présence française à cet événement a été marquée par la participation d'une vingtaine de personnes, représentant notamment les grandes entreprises françaises.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ 2^{ème} Forum de haut-niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement

3 000 délégués de 115 pays se réunissent à Nairobi du 28 novembre au 1^{er} décembre pour ce forum. L'objectif est de revoir les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre des engagements pris à Busan (Corée du Sud), présenter les exemples réussis en matière de coopération, identifier les nouvelles approches du développement, donner les moyens du Partenariat mondial de participer à la mise en œuvre des OMD et du programme d'action d'Addis-Abeba. Face au constat d'une faible efficacité globale de l'aide, l'enjeu est d'inclure le plus grands nombre d'acteurs possibles, en particulier les BRICS (Brésil, Inde, Chine). A signaler toutefois que ni la Chine ni l'Inde ne sont représentées.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : atelier d'information le 15 décembre à Business France Paris

Un atelier d'information sur l'Ethiopie sera organisé le jeudi 15 décembre à Paris (locaux de Business France), en présence de cinq importateurs et partenaires éthiopiens ainsi que d'un représentant de la Chambre de Commerce d'Addis-Abeba cherchant à représenter des sociétés françaises en Ethiopie. Informations sur les sociétés éthiopiennes et le programme : <http://events-export.businessfrance.fr/ethiopie2016/>

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

